

BUDGET 2010

LA FRANCE
SE RUINE
POUR
SES RICHES



le Groupe SRC

Socialiste, Radical, Citoyen



C'est par où la sortie de crise ?

le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



C'est par où la sortie de crise ?

Il paraît que la France fait mieux que ses partenaires.

- 0,75% de croissance
- Record historique de déficits: 150 mds (120 pour l'Etat, 30 pour la sécurité socialiste)
- Record historique d'endettement (84% du PIB)
- Chômage de masse (10% de la population active)

Il paraît que le gouvernement baisse les impôts.

- Les 39 milliards d'allègements d'impôts (bouclier fiscal, niches fiscales, ISF, droits sur les successions) bénéficient à 1% des Français les plus riches
- Tous les autres Français payent 20 milliards de taxes supplémentaires

Il paraît que l'investissement repart.

- Les collectivités locales, qui assurent les $\frac{3}{4}$ de l'investissement public, voient leurs recettes ponctionnées par la réforme de la taxe professionnelle et par le transfert de compétences de l'Etat non compensées financièrement.
- Malgré un record d'allègement de charges fiscales et sociales pour les entreprises, l'investissement privé stagne. L'Etat ne demande aucune contrepartie à ses aides.

Il paraît que les banques ont tiré la leçon de leurs responsabilités dans la crise.

- Grâce aux aides publiques, elles ont rétabli leurs profits et ont provisionné plusieurs milliards de bonus pour leurs traders
- En refusant de prendre une participation à leur capital, l'Etat a perdu 5 milliards
- Le gouvernement refuse la surtaxe de 10% de leurs profits proposée par la Commission des finances



L'indécence fiscale



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



L'indécence fiscale

Le bouclier fiscal est maintenu malgré la crise

- les 834 contribuables les plus riches (patrimoine de plus de 15,5 millions d'euros) ont touché chacun un chèque moyen de 368.261 euros du fisc, soit l'équivalent de 30 années de Smic,
- Le bouclier est de plus en plus concentré, il coûte de plus en plus cher.
- Contrairement à l'affirmation du gouvernement selon laquelle il est normale de pouvoir conserver 50% de ses revenus du travail, le bouclier fiscal exonère essentiellement les revenus du capital et de la rente

La limitation des niches fiscales est abandonnée

- Coût pour l'Etat: 75 milliards
- La moitié profite aux 1% des contribuables les plus riches

L'impôt sur les entreprises est transféré sur les ménages

- Le budget 2010 allège de 20 milliards la fiscalité des entreprises sans aucune demande de contrepartie
- La réforme de la taxe professionnelle représente à elle seule 11 milliards qui sera en grande partie payée par les ménages et les collectivités locales
- La baisse sans contrepartie de la TVA sur la restauration (2,7 milliards) n'a eu aucun effet sur les prix, l'emploi et les salaires

La France paye pour ses riches

- La réforme de la taxe professionnelle, la création de la taxe carbone, l'augmentation du forfait hospitalier, la fiscalisation des indemnités pour les accidents du travail s'ajoutent aux 16 taxes créées depuis 2007
- Elles représentent une ponction de 20 milliards sur les ménages alors que la consommation, seule moteur de la croissance, faiblit.



Le service public malmené

le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



Le service public malmené

Le Gouvernement continue son méga plan social dans les services de l'Etat

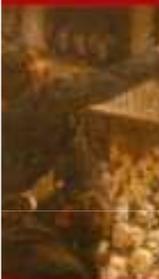
- Suppression de 33 700 postes de fonctionnaires
- Principale administration touchée: l'Education nationale (-16 000 postes)
- Economie annoncée: 540 millions comparés aux 2,7 milliards de baisse de la TVA octroyés aux restaurateurs

Des politiques publiques essentielles sont mises à mal

- En pleine envolée du chômage, les crédits affectés à l'emploi baissent de 16%
- Alors qu'il est de plus en plus difficile de se loger, l'enveloppe affectée au logement est réduite de 6%
- La politique de la ville, décrétée priorité nationale en 2007, voit son budget diminuer de 4%
- Les financements affectés aux bonus/malus écologiques sont divisés par deux.
- La réforme de la taxe professionnelle qui assèche les finances des collectivités locales va réduire le service public de proximité notamment au niveau de l'aide sociale.

Les priorités sont remises à plus tard

- Le Gouvernement attend son « grand emprunt » pour investir dans la recherche, l'innovation, le développement écologique
- Aucune de ses priorités ne figure au budget



Des réformes bâclées

le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



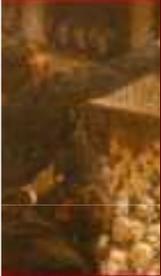
Des réformes bâclées

La taxe carbone, une idée dévoyée

- Une taxe injuste et mal conçue qui s'ajoute à l'océan d'inégalités de notre système fiscal
- Le gouvernement fait payer une nouvelle taxe à tous les Français alors qu'il maintient tous les privilèges des plus riches
- Les habitants des banlieues modestes et des territoires ruraux seront les plus pénalisés
- Le gouvernement ne dit rien de son évolution après 2010

La taxe professionnelle, une occasion manquée

- Au lieu d'une vraie réforme de la fiscalité locale, le Gouvernement livre un projet mal ficelé, précipité et incohérent.
- Un article de 60 pages, entièrement réécrit par le rapporteur du budget: doublement du jamais vu !
- Les collectivités locales perdent une recette de 11 milliards d'euros et une partie de leur autonomie de gestion
- Les ménages paieront à la place des entreprises
- Avant cette réforme les recettes fiscales des collectivités locales étaient assurées à parité entre les entreprises et les ménages
- Après cette réforme, les ménages acquitteront 73% des rentrées fiscales contre 27% aux entreprises
- Le gouvernement refuse la proposition des parlementaires de toute la gauche et d'une partie de la droite visant à créer une commission pluraliste pour refaire l'ensemble de la réforme



Le toboggan des déficits



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



Le toboggan des déficits

Le Gouvernement a plus creusé les déficits que la crise

- Selon le rapport de la cours des comptes de juin 2009, la crise n'est responsable que de la moitié du déficit.
- L'autre moitié est dû au tarissement des recettes fiscales mené par les gouvernement de droite depuis 2002.
- Avant la crise, les déficits de l'Etat et de la sécurité sociale n'ont jamais respecté les critères de Maastricht (3% du PIB). La crise ne fait qu'aggraver la pente (8,5% du PIB)
- En quatre exercices budgétaires depuis 2007, la politique de défiscalisation des entreprises et des plus fortunés a augmenté le déficit de l'Etat de 39 milliards.

La dette publique continue sa hausse vertigineuse.

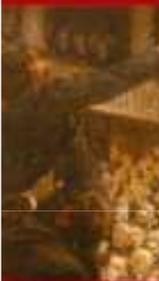
- Avant la crise, elle atteignait déjà 64% du PIB.
- La crise n'a fait qu'amplifier la tendance (84% du PIB)
- La droite finance depuis 2002 par la dette sa politique de défiscalisation et de saupoudrage des dépenses.
- Contrairement à ce qu'affirme le président de la République, il s'agit pour l'essentiel d'une « mauvaise dette » qui finance des dépenses inutiles sans effet sur les deux moteurs de la croissance: l'investissement et la consommation
- Le grand emprunt va accroître le poids de cette dette
- La France emprunte actuellement 1 milliard par jour

La sécurité sociale est asphyxiée

- Alors que le gouvernement Jospin avait laissé une sécurité sociale en équilibre, son déficit annuel depuis 2002 est de 10 milliards
- En 2010, il aura plus que triplé: 33 milliards
- La seule réponse du gouvernement a été de taxer les malades (franchises médicales, hausse du forfait hospitalier, imposition des accidentés du travail) et de changer la gouvernance des hôpitaux.
- Il se refuse à toute réforme du système de santé qui mettrait à contribution l'ensemble de ses acteurs

L'austérité s'avance

- Le chômage, le blocage des salaires et l'accumulation de taxes ont fortement ponctionné les milieux populaires et les classes moyennes.
- L'explosion des déficits et de la dette engendrée par les choix de la droite va déboucher sur des nouvelles hausses de prélèvements
- Malgré les promesses du grand emprunt, des réductions drastiques de dépenses publiques au détriment de la solidarité, de la formation, de l'investissement et du développement durable ont déjà commencé



**Notre alternative:
Des finances assainies
Un impôt juste**



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



Notre alternative: des finances assainies, un impôt juste

La fiscalité est la grande controverse de ce quinquennat

- Nous défendons une politique budgétaire qui soutienne l'activité économique et le pouvoir d'achat et prépare l'avenir en favorisant l'investissement et la formation, mais aussi le développement durable et la protection de l'environnement.
- La réforme d'ensemble du système fiscal est la pierre angulaire de cette volonté de justice et d'efficacité.
- Elle est notamment la condition pour mettre en place une fiscalité écologique qui change les comportements.
- Nos amendements que nous présentons sont porteurs de ces alternatives.
- Rétablir les droits de succession au niveau qui existaient avant le paquet fiscal de 2007

La justice fiscale

- Plafonnement des niches fiscales à 15 000 €
- Suppression du bouclier fiscal
- Mise en œuvre d'une vraie politique des revenus (majoration de 50% et indexation automatique du barème de la prime pour l'emploi, aide immédiate de 500 euros aux titulaires de minima sociaux)
- Suppression des allègements d'ISF
- Rétablissement de la demi-part fiscale attribuée aux personnes vivant seules ou ayant élevées seuls leurs enfants sans condition



Notre alternative: des finances assainies, un impôt juste

Les fondations d'une croissance responsable

- Maintenir le bonus automobile que le Gouvernement propose de diminuer
- Créer une TVA verte sur les logements à haute qualité environnementale
- Poser les bases d'une contribution climat énergie qui modifie les comportements en étant juste, redistributive et progressive (en excluant les contribuables ISF, bouclier fiscal et dernières tranches IR)
- Augmenter le crédit d'impôt pour travaux écologiques dans les logements pour les célibataires
- Supprimer l'exonération de TIPP pour le transport aérien pour les vols intérieurs

L'autonomie et l'investissement des collectivités locales

- Garantir la progression des dotations de l'Etat
- Réformer la fiscalité locale et dotant les collectivités locales de ressources pérennes et dynamiques

Contre les déficits et la dette

- Supprimer l'article réformant la Taxe Professionnelle qui coûte si cher aux finances publiques
- Supprimer la baisse sans contrepartie de la TVA pour les restaurateurs
- Supprimer le dispositif en faveur des heures supplémentaires, qui crée du chômage en période de crise
- Instaurer une contribution spécifique sur les profits des compagnies pétrolières
- Taxer davantage les opérations de LBO
- Créer une contribution de 11% sur la levée de stock-options
- Taxer les plus-values de cession de titres financiers détenus moins d'un an dès le premier euro
- Mettre enfin un taux en face du principe de la Taxe Tobin, en le différenciant en fonction du caractère plus ou moins coopératif du pays concerné par les transactions
- Instituer une taxe de 10% sur les profits des banques